



DIÁRIO DA REPÚBLICA

PREÇO DESTE NÚMERO — 45\$00

Assinaturas	Assinatura	
	Anual	Semestral
Diário da República :		
Completa	9 000\$00	5 000\$00
1.º, 2.º ou 3.º séries	3 600\$00	2 000\$00
Duas séries diferentes	6 000\$00	3 300\$00
Apêndices	3 000\$00	-
Diário da Assembleia da República	2 800\$00	-
Compilação dos Sumários do Diário da República	1 500\$00	-

1 — A renovação das assinaturas ou a aceitação de novos assinantes para qualquer das publicações oficiais deverá ter lugar até ao final do mês de Janeiro para as assinaturas anuais ou para as do 1.º semestre e até 31 de Julho para as que corresponderem ao 2.º semestre.

2 — Preço de página para venda avulso, 2\$50; preço por linha de anúncio, 55\$.

3 — Para os novos assinantes do *Diário da Assembleia da República*, o período da assinatura será compreendido de Janeiro a Dezembro de cada ano. Os números publicados em Novembro e Dezembro do ano anterior que completam a legislatura serão adquiridos ao preço de capa.

NOTA. — A estes preços acrescem os portes de correio.

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e a assinaturas do «Diário da República» e do «Diário da Assembleia da República», deve ser dirigida à administração da Imprensa Nacional-Casa da Moeda, E. P., Rua de D. Francisco Manuel de Melo, 5 — 1092 Lisboa Codex.

3.º SUPLEMENTO

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto do Governo n.º 87/84:

Aprova o Acordo em forma de troca de cartas entre a República Portuguesa e a Comunidade Económica Europeia Relativo à Execução de Um Auxílio Financeiro Específico para a Melhoria das Estruturas Agrícolas e da Pesca em Portugal, assinado em Bruxelas em 7 de Novembro de 1984.

Ministério das Finanças e do Plano:

Decreto-Lei n.º 403/84:

Introduz alterações à Pauta dos Direitos de Importação, aprovada pelo Decreto-Lei n.º 456-A/83, de 28 de Dezembro.

Ministérios das Finanças e do Plano e do Trabalho e Segurança Social:

Decreto-Lei n.º 404/84:

Põe em execução as alterações ao orçamento da Segurança Social para 1984, aprovadas pela Lei n.º 34/84, de 5 de Dezembro.

Ministérios das Finanças e do Plano, da Indústria e Energia e do Comércio e Turismo:

Decreto-Lei n.º 405/84:

Sujeita ao regime de contingenciação anual a importação de veículos automóveis desmontados (estado CKD) e montados (estado CBU) destinados às actividades industrial e comercial.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos

Decreto do Governo n.º 87/84

de 31 de Dezembro

O Governo decreta, nos termos da alínea c) do n.º 1 do artigo 200.º da Constituição, o seguinte:

Artigo único. É aprovado o Acordo em forma de troca de cartas entre a República Portuguesa e a Comunidade Económica Europeia Relativo à Execução de Um Auxílio Financeiro Específico para a Melhoria das Estruturas Agrícolas e da Pesca em Portugal, assinado em Bruxelas em 7 de Novembro de 1984, cujos textos em língua francesa e portuguesa acompanham o presente decreto.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 27 de Dezembro de 1984. — Mário Soares — Carlos Alberto da Mota Pinto — Jaime José Matos da Gama — Ernâni Rodrigues Lopes — Álvaro Roque de Pinho Bissaia Barreto — Carlos Monteiro Melancia.

Assinado em 31 de Dezembro de 1984.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

Referendado em 9 de Janeiro de 1985.

O Primeiro-Ministro, Mário Soares.

Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Économique Européenne et la République Portugaise Relatif à la Mise en Oeuvre d'une Aide Financière Spécifique Destinée à l'Amélioration des Structures Agricoles et de la Pêche au Portugal.

Bruxelles, le 7 novembre 1984.

Monsieur,

La Communauté économique européenne a décidé, le 13 mars 1984, d'octroyer une aide financière à la République portugaise pour la réalisation, en vue de l'adhésion du Portugal aux Communautés européennes, d'actions d'intérêt commun destinées à l'amélioration des structures agricoles et de la pêche et faciliter ainsi l'application des politiques communes agricoles et de la pêche au Portugal.

Lors des négociations qui ont eu lieu à Bruxelles le 13 avril 1984, les délégations de la Communauté et du Portugal ont marqué leur accord sur les modalités et conditions de la mise en oeuvre de cette aide, qui sont indiquées à l'annexe de la présente lettre.

Je vous saurais gré de bien vouloir accuser réception de la présente lettre et de son annexe et de me confirmer l'accord de votre gouvernement sur leur contenu.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma plus haute considération.

Au nom du Conseil des Communautés européennes:
Andrew O'Rourke — Inger Nielsen.

ANNEXE

ARTICLE PREMIER

La Communauté participe, à titre exceptionnel et dans les conditions fixées ci-après, au financement d'actions spécifiques engagées par le Gouvernement portugais en vue d'améliorer les structures agricoles et de la pêche et faciliter ainsi l'application des réglementations communautaires au Portugal.

ARTICLE 2

Aux fins précisées à l'article 1 et pendant la période prenant cours le 1^{er} janvier 1985 et expirant à la date d'entrée en vigueur du traité d'adhésion du Portugal, un montant de 50 millions d'Ecus peut être engagé au titre d'aides non remboursables à charge du budget des Communautés en faveur du financement de projets d'amélioration des structures dans le secteur agricole et dans celui de la pêche au Portugal. La partie de cette aide pré-adhésion pouvant être consacrée au secteur de la pêche ne peut dépasser un montant maximal de 500 000 Ecus. Aucun nouvel engagement financier relatif à cette aide de 50 millions d'Ecus ne peut intervenir après la date de l'adhésion.

ARTICLE 3

Le montant de 50 millions d'Ecus indiqué à l'article 2 est utilisé pour le financement ou la participation au financement de projets et programmes visant, sans exclure d'autres problèmes spécifiques identifiés dans le cadre des négociations d'adhésion, par priorité, à des actions au niveau:

De la vulgarisation;

Des infrastructures, y compris des actions analogues à celles qui peuvent être couvertes par le règlement (CEE) n^o 355/77;
De la situation et des moyens d'action dans le domaine vétérinaire;
De l'organisation statistique.

En outre, d'autres actions doivent pouvoir être réalisées dans les domaines suivants:

Développement de l'esprit d'association des producteurs agricoles et des agents au niveau de la commercialisation de produits agricoles;
Création d'organisations de producteurs dans le secteur de la pêche;
Recherche;
Formation du personnel administratif.

ARTICLE 4

Lors du choix des actions d'assistance technique, une attention particulière est accordée aux projets de nature à faciliter la reprise par le Portugal de l'acquis communautaire.

ARTICLE 5

La participation financière de la Communauté aux projets ou programmes définis à l'article 3 ne peut dépasser 50 % du coût total de ceux-ci. Toutefois, des taux supérieurs, pouvant aller jusqu'à 65 %, peuvent être appliqués exceptionnellement dans des cas dûment justifiés se situant dans le cadre des actions prioritaires précitées et répondant à des difficultés qui pourraient être identifiées dans le contexte du processus de préparation du Portugal à l'adhésion. Cette participation financière peut par ailleurs couvrir la totalité du coût des actions d'assistance technique.

ARTICLE 6

Les aides de la Communauté sont destinées à couvrir les dépenses nécessaires pour la réalisation de projets, programmes (y inclus les frais d'étude, d'ingénieurs-conseils et d'assistance technique) ou actions approuvés. Elles ne peuvent être utilisées pour couvrir des dépenses d'administration ou d'entretien.

ARTICLE 7

Le concours apporté par la Communauté pour la réalisation de projets d'investissements ou de projets ou programmes de coopération peut, avec l'accord du Portugal, prendre la forme d'un cofinancement.

ARTICLE 8

Peuvent bénéficier de l'aide de la Communauté l'Etat portugais ou, avec l'accord de celui-ci, des entreprises publiques ou privées ayant leur siège ou un établissement au Portugal ainsi que des particuliers dans le cadre des projets ou programmes de coopération et des actions d'assistance technique.

ARTICLE 9

L'Etat portugais ou, avec son accord, les autres bénéficiaires visées à l'article 8 présentent leurs demandes

des d'aide à la Commission des Communautés européennes.

L'examen de l'admissibilité des projets, programmes ou actions est effectué par la Communauté en vue de la préparation du Portugal à l'adhésion compte tenu des intérêts mutuels des deux parties et en prenant dûment en compte, dans le choix des projets, les objectifs de cohérence d'une Communauté élargie. La Communauté instruit les demandes de financement en collaboration avec l'État portugais et les bénéficiaires et les informe de la suite réservée à ces demandes.

ARTICLE 10

L'exécution, la gestion et l'entretien des réalisations faisant l'objet d'un financement au titre du présent Accord sont de la responsabilité du Portugal ou des autres bénéficiaires visés à l'article 8.

La Communauté s'assure que l'utilisation des concours manciers qu'elle a accordés est conforme aux affectations décidées et se réalise dans les meilleures conditions économiques.

ARTICLE 11

La participation aux adjudications, appels d'offre, marchés et contrats susceptibles d'être financés est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales du Portugal et des États membres de la Communauté.

ARTICLE 12

Le Portugal fait bénéficier les marchés et contrats passés pour l'exécution de projets, programmes ou actions financés au titre du présent Accord d'un régime fiscal et douanier au moins aussi favorable que celui qui est appliqué à l'égard des autres organisations internationales.

ARTICLE 13

Les autorités portugaises prêtent toute aide et toute assistance nécessaires aux représentants de la Communauté en vue de la mise en oeuvre du présent Accord.

ARTICLE 14

La mise en oeuvre de l'aide peut faire l'objet d'examens au sein du comité mixte visé à l'article 32 de l'accord entre la Communauté économique européenne et la République portugaise signé le 22 juillet 1972.

ARTICLE 15

Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du mois suivant la notification mutuelle par les parties de l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet.

Bruxelles, le 7 novembre 1984.

Monsieur:

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour, accompagnée d'une annexe et libellée comme suit:

La Communauté économique européenne a décidé, le 13 mars 1984, d'octroyer une aide finan-

cière à la République portugaise pour la réalisation, en vue de l'adhésion du Portugal aux Communautés européennes, d'actions d'intérêt commun destinées à l'amélioration des structures agricoles et de la pêche et faciliter ainsi l'application des politiques communes agricoles et de la pêche au Portugal.

Lors des négociations qui ont eu lieu à Bruxelles le 13 avril 1984, les délégations de la Communauté et du Portugal ont marqué leur accord sur les modalités et conditions de la mise en oeuvre de cette aide, qui sont indiquées à l'annexe de la présente lettre.

Je vous saurais gré de bien vouloir accuser réception de la présente lettre et de son annexe et de me confirmer l'accord de votre gouvernement sur leur contenu.

J'ai l'honneur de marquer l'accord de mon gouvernement sur le contenu de cette lettre et de son annexe.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma plus haute considération.

Pour le gouvernement de la République portugaise,
Luis Góis Figueira.

Acordo em forma de troca de cartas entre a República Portuguesa e a Comunidade Económica Europeia Relativo à Execução de Um Auxílio Financeiro Específico para a Melhoria das Estruturas Agrícolas e da Pesca em Portugal.

Bruxelas, 7 de Novembro de 1984.

Excelentíssimo Senhor:

A Comunidade Económica Europeia deliberou, em 13 de Março de 1984, conceder um auxílio financeiro à República Portuguesa para a realização, tendo em vista a adesão de Portugal às Comunidades Europeias, de acções de interesse comum destinadas a melhorar as estruturas agrícolas e da pesca e a facilitar, assim, a aplicação em Portugal das políticas comuns agrícolas e da pesca.

Aquando das negociações que se efectuaram em Bruxelas em 13 de Abril de 1984, as delegações da Comunidade e de Portugal acordaram nas modalidades e condições de execução deste auxílio que vêm mencionadas em anexo à presente carta.

Muito agradecço a V. Ex.^a se digne acusar a recepção desta carta e do seu anexo e confirmar o acordo do Governo Português sobre o seu conteúdo.

Queira aceitar, Excelentíssimo Senhor, a expressão da minha mais alta consideração.

Em nome do Conselho das Comunidades Europeias:
Andrew O'Rourke — Inger Nielsen.

ANEXO

ARTIGO 1.º

A Comunidade participa, a título excepcional e nas condições a seguir fixadas, no financiamento de acções específicas empreendidas pelo Governo Português com vista a melhorar as estruturas agrícolas e da pesca e a facilitar, assim, a aplicação a Portugal das regulamentações comunitárias.

ARTIGO 2.º

Para os fins definidos no artigo 1.º e durante o período que se inicia em 1 de Janeiro de 1985 e termina na data da entrada em vigor do Tratado de Adesão de Portugal, pode ser afectado, a título de auxílio não reembolsável a cargo do orçamento das Comunidades, um montante de 50 milhões de ECU destinados ao financiamento de projectos de melhoramento das estruturas do sector agrícola e da pesca em Portugal. A parte deste auxílio de pré-adesão a consagrar ao sector da pesca não pode ultrapassar um montante máximo de 500 000 ECU. Não pode ocorrer qualquer nova afectação financeira relativa a este auxílio de 50 milhões de ECU a partir da data da adesão.

ARTIGO 3.º

O montante de 50 milhões de ECU referido no artigo 2.º é utilizado no financiamento ou na participação no financiamento de projectos e programas que tenham por objectivo, sem excluir outros problemas específicos identificados no âmbito das negociações de adesão, com prioridade, acções ao nível de:

- Divulgação;
- Infra-estruturas, incluindo acções análogas às que podem ser abrangidas pelo Regulamento (CEE) n.º 355/77;
- Situação e meios de actuação no domínio veterinário;
- Organização estatística.

Além disso, devem poder ser empreendidas outras acções nos seguintes domínios:

- Desenvolvimento do espírito de associação dos produtores agrícolas e dos agentes ao nível da comercialização de produtos agrícolas;
- Criação de organizações de produtores no sector da pesca;
- Investigação;
- Formação do pessoal administrativo.

ARTIGO 4.º

Na escolha de acções de assistência técnica é concedida particular atenção aos projectos destinados a facilitar a adopção, por Portugal, do acervo comunitário.

ARTIGO 5.º

A participação financeira da Comunidade nos projectos ou programas definidos no artigo 3.º não pode exceder 50 % do custo total destes. Todavia, podem excepcionalmente ser aplicadas taxas superiores, que podem ir até 65 %, em casos devidamente justificados situados no âmbito das acções prioritárias atrás referidas e correspondendo a dificuldades que pudessem ser detectadas no contexto do processo de preparação de Portugal para a adesão. Esta participação financeira pode, todavia, cobrir a totalidade do custo das acções de assistência técnica.

ARTIGO 6.º

Os auxílios da Comunidade destinam-se a cobrir as despesas necessárias para a realização de projectos,

programas (incluindo as despesas com estudos, engenheiros consultores e assistência técnica) ou acções aprovados. Não podem ser utilizados para cobrir despesas de administração ou de manutenção.

ARTIGO 7.º

A contribuição prestada pela Comunidade para a realização de projectos de investimentos ou de projectos ou programas de cooperação pode, com o acordo de Portugal, assumir a forma de co-financiamento.

ARTIGO 8.º

Podem beneficiar do auxílio da Comunidade o Estado Português ou, com o acordo deste, empresas públicas ou privadas que tenham a sua sede ou um estabelecimento em Portugal, assim como pessoas singulares, no âmbito dos projectos ou programas de cooperação e das acções de assistência técnica.

ARTIGO 9.º

O Estado Português ou, com o seu acordo, os outros beneficiários referidos no artigo 8.º apresentam os seus pedidos de auxílio à Comissão das Comunidades Europeias.

A apreciação da admissibilidade dos projectos, programas ou acções é efectuada pela Comunidade tendo em vista a preparação de Portugal para a adesão, tomando em conta os interesses mútuos das duas partes, e tomando em devida consideração, na escolha dos projectos, os objectivos de coerência de uma Comunidade alargada. A Comunidade instrui os pedidos de financiamento em colaboração com o Estado Português e os beneficiários e informa-os do seguimento dado a tais pedidos.

ARTIGO 10.º

Cabe a Portugal ou aos outros beneficiários referidos no artigo 8.º a responsabilidade pela execução, gestão e manutenção das realizações que sejam objecto de um financiamento com base no presente Acordo.

A Comunidade certifica-se de que a utilização das contribuições financeiras que concedeu está em conformidade com as afectações deliberadas e se realiza nas melhores condições económicas.

ARTIGO 11.º

A participação em adjudicações pelo preço mais baixo, adjudicações não vinculadas, contratos administrativos e outros susceptíveis de serem financiados é aberta, em igualdade de condições, a todas as pessoas singulares e colectivas de Portugal e dos Estados membros da Comunidade.

ARTIGO 12.º

Portugal fará beneficiar os contratos administrativos e outros celebrados para a execução de projectos, programas ou acções financiados com base no presente Acordo de um regime fiscal e aduaneiro pelo menos tão favorável como o que é aplicado relativamente a outras organizações internacionais.

ARTIGO 13.º

As autoridades portuguesas prestam todo o auxílio e assistência necessários aos representantes da Comunidade, tendo em vista a execução do presente Acordo.

ARTIGO 14.º

A execução do auxílio pode ser objecto de apreciação no seio do comité misto referido no artigo 32.º do Acordo entre a Comunidade Económica Europeia e a República Portuguesa assinado em 22 de Julho de 1972.

ARTIGO 15.º

O presente Acordo entra em vigor no primeiro dia do mês seguinte ao da data da notificação mútua pelas partes do cumprimento dos procedimentos necessários para o efeito.

Bruxelas, 7 de Novembro de 1984.

Excelentíssimo Senhor:

Tenho a honra de acusar a recepção da carta de V. Ex.^a datada de hoje, acompanhada de um anexo, com a seguinte redacção:

A Comunidade Económica Europeia deliberou, em 13 de Março de 1984, conceder um auxílio financeiro à República Portuguesa para a realização, tendo em vista a adesão de Portugal às Comunidades Europeias, de acções de interesse comum destinadas a melhorar as estruturas agrícolas e da pesca e a facilitar, assim, a aplicação em Portugal das políticas comuns agrícolas e da pesca.

Aquando das negociações que se efectuaram em Bruxelas em 13 de Abril de 1984, as delegações da Comunidade e de Portugal acordaram nas modalidades e condições de execução deste auxílio que vêm mencionadas em anexo à presente carta.

Muito agradeço a V. Ex.^a se digne acusar a recepção desta carta e do seu anexo e confirmar o acordo do Governo Português sobre o seu conteúdo.

Tenho a honra de comunicar a V. Ex.^a o acordo do Governo Português sobre o conteúdo desta carta e do seu anexo.

Queira aceitar, Excelentíssimo Senhor, a expressão da minha mais alta consideração.

Em nome do Governo da República Portuguesa, Luís Góis Figueira.

MINISTÉRIO DAS FINANÇAS E DO PLANO

SECRETARIA DE ESTADO DO ORÇAMENTO

Direcção-Geral das Alfândegas

Decreto-Lei n.º 403/84

de 31 de Dezembro

A aproximação da pauta portuguesa à pauta aduaneira da Comunidade Económica Europeia, que tem vindo a ser progressivamente realizada, impõe que, uma vez atingida a concordância possível, se proceda

à introdução no texto português das modificações que aquela Comunidade opera na estrutura da sua pauta. Não o fazer, seria comprometer o objectivo inicialmente aludido, o que se pretende evitar procedendo à inclusão na pauta portuguesa das modificações constantes do projecto da nova pauta comunitária para vigorar a partir de 1 de Janeiro do próximo ano.

Nas modificações agora introduzidas, consagraram-se as sugestões veiculadas pelos departamentos oficiais especializados e impostas pela natural evolução da conjuntura.

Por outro lado, introduziram-se alguns aperfeiçoamentos no anterior texto português, saído de um processo de transformação profunda encetado no último trimestre de 1982 e, por esse facto, acusando algumas imperfeições.

Reconhecida a vantagem de seguir, quanto possível, o processo comunitário de reunir no novo texto pautal as alterações que ao longo do ano se julguem necessárias e não apresentem carácter de urgência, foi possível concentrar no presente diploma, quer as modificações referidas, quer os projectos de diplomas legais, alterando taxas e regimes de determinadas mercadorias, que estavam anteriormente em condições de serem submetidos ao Governo.

Nestes termos:

Usando da autorização conferida pela alínea b) do artigo 19.º da Lei n.º 42/83, de 31 de Dezembro:

O Governo decreta, nos termos da alínea b) do n.º 1 do artigo 201.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º — 1 — São introduzidas no texto da Pauta dos Direitos de Importação, aprovada pelo Decreto-Lei n.º 456-A/83, de 28 de Dezembro, as alterações constantes do quadro anexo.

2 — As alterações referidas no número anterior serão incluídas em folhas de substituição da Pauta, a publicar em separata pela Imprensa Nacional-Casa da Moeda, E. P.

Art. 2.º As novas taxas dos direitos de importação não são aplicáveis às mercadorias abrangidas, quer pelas concessões pautais negociadas no âmbito do Acordo Geral sobre Pautas Aduaneiras e Comércio (GATT), quer pelas que resultam de acordos preferenciais e de outras concessões pautais estabelecidas em legislação avulsa.

Art. 3.º Continua em vigor a suspensão dos direitos prevista no artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 46 838, de 18 de Janeiro de 1966, e a alteração introduzida pela Lei n.º 2141, de 13 de Maio de 1969.

Art. 4.º O presente diploma entra em vigor em 1 de Janeiro de 1985.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 27 de Dezembro de 1984.

Mário Soares — Carlos Alberto da Mota Pinto —
Ernâni Rodrigues Lopes.

Promulgado em 31 de Dezembro de 1984.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

Referendado em 31 de Dezembro de 1984.

O Primeiro-Ministro, Mário Soares.

Anexo ao Decreto-Lei n.º 403/84

Página	Elementos alterados		Alterações
	Natureza	Referência	
12	Nota complementar	5	<p>Inserir:</p> <p>5 — a) As «carnes temperadas» de aves de capoeira, das espécies suína e bovina, com exclusão dos produtos referidos na alínea c), classificam-se respectivamente pelas subposições 16.02 B. I., 16.02 B. III. a) e 16.02 B. III. b) I. aa). Consideram-se como «carnes temperadas» as carnes não cozidas cujo tempore se realiza em profundidade ou sobre a totalidade da superfície do produto e seja perceptível a olho nu ou perfeitamente perceptível ao gosto;</p> <p>b) As carnes frescas, refrigeradas ou congeladas, das espécies ovina ou caprina, classificadas pela sub posição 02.01. A. IV., compreendem, designadamente, as carnes cujo tempore não é realizado em profundidade nem sobre a totalidade da sua superfície ou que não seja perceptível ao gosto, ou para as quais o tempore possa ser eliminado;</p> <p>c) Contudo, os produtos que se classificam pelas subposições 02.06 B., 02.06 C. I. a) e 02.06 C. II. a), aos quais foram adicionados temperos durante o seu fabrico, continuam classificados pelas referidas subposições, desde que por isso não se altere a qualidade de produto classificável pela posição 02.06.</p>
14	Dizer pautal	02.01 B. II. c) 1.	Cabeças e peças de cabeças.
25	Nota à subposição	(²)	[...] respectiva indústria ou quando vivos, importados [...]
30	Dizer pautal e pauta mínima.	04.05 A. I. a) 1. 2.	1. De perus ou de gansas (¹) — Livre 2. Outros (¹) — Livre
30	Nota à subposição	(¹)	<p>Inserir:</p> <p>(¹) A classificação por esta subposição depende do parecer favorável do organismo técnico competente.</p>
35	Pauta mínima	06.03 A. I.	40
35	Pauta mínima	06.03 A. II.	40
35	Pauta mínima	06.04 B. I.	35
39	Dizer pautal e pauta mínima.	07.05 B. I. a) b)	<p>a) Ervilhas e grão-de-bico:</p> <p>1. Ervilhas » 6 2. Grão-de-bico » 10</p> <p>b) Feijão » 12</p>
41	Pauta mínima	08.01. B.	35
41	Pauta mínima	08.01. C.	35
41	Pauta mínima	08.01. D.	35
41	Pauta mínima	08.02 A. I. a)	40
41	Pauta mínima	08.02 A. I. b)	40
41	Pauta mínima	08.02 A. I. d)	40
41	Pauta mínima	08.02 A. II. a)	40
41	Pauta mínima	08.02 A. II. b)	40
41	Pauta mínima	08.03 B.	35
42	Pauta mínima	08.04 B. I.	35
42	Pauta mínima	08.05 A. I.	30

Página	Elementos alterados		Alterações
	Natureza	Referência	
42	Pauta mínima	08.05 A. II.	30
42	Pauta mínima	08.05 B.	20
42	Pauta mínima	08.06 A. I.	35
42	Pauta mínima	08.06 A. II. a)	35
42	Pauta mínima	08.06 A. II. b)	35
42	Pauta mínima	08.06 A. II. c)	20
42	Pauta mínima	08.06 B. I.	25
42	Pauta mínima	08.06 B. II. a)	25
42	Pauta mínima	08.06 B. II. b)	25
43	Pauta mínima	08.06 B. II. c)	25
43	Pauta mínima	08.06 B. II. d)	25
44	Pauta mínima	08.12 A.	25
44	Pauta mínima	08.12 B.	25
44	Pauta mínima	08.12 C.	25
44	Pauta mínima	08.12 D.	25
44	Pauta mínima	08.12 E.	25
44	Pauta mínima	08.12 F. I.	25
44	Pauta mínima	08.12 F. II.	25
44	Pauta mínima	08.12 G.	25
46	Pauta mínima	09.04 B. I.	40
50	Dizer pautal e pauta mínima.	10.07 D. I. II.	1. Triticale » 8 II. Não especificados » 8
65	Nota	2	As massas de neutralização (<i>soapstocks</i>), as borras [...]
67	Nota complementar	* 5	[...] se comprometem a empregar exclusivamente [...]
67	Dizer pautal	15.02	Eliminar a chamada (¹).
67	Dizer pautal	15.02 A.	[...] na alimentação humana (¹)
70	Dizer pautal	15.17 B. I. a)	Massas de neutralização (<i>soapstocks</i>)
70	Dizer pautal e pauta mínima.	15.17 B. II. a)	[...] massas de neutralização (<i>soapstocks</i>) [...] » 12
70	Nota à subposição	(¹)	[...] de \$40 por quilograma, na pauta mínima, quando [...]
70	Nota à subposição	(²)	[...] de 1 %, na pauta mínima, mediante [...]
73	Nota complementar	2	[...] a expressão «respectivos pedaços» aplica-se [...]
74	Dizer pautal e pauta mínima.	16.02 B. III. b) 2. aa) 11.	11. Não cozidos; misturas de carne ou de miudezas cozidas e de carnes ou de miudezas não cozidas » 30
		16.02 B. III. b) 2. aa) 22.	22. Não especificados » 30
75	Nota à subposição	(¹)	[...] conservas de peixe em molhos que os utilizem [...]
88	Nota complementar	7	[...] não é inferior a 50,9 %.
88	Pauta mínima	20.02 A. I.	40
88	Pauta mínima	20.02 D.	40

Página	Elementos alterados		Alterações	
	Natureza	Referência		
88	Pauta mínima	20.02 G.		40
88	Pauta mínima	20.02 H.		40
92	Dizer pautal	20.07 A.	[...] à temperatura de 20°C:	
93	Dizer pautal e pauta mínima.	20.07 A. II. b)	b) Outros	» 50
93	Dizer pautal e pauta mínima.	20.07 A. III. b)	b) Não especificados	» 50
93	Dizer pautal	20.07 B.	[...] à temperatura de 20°C:	
95	Dizer pautal e pauta mínima.	20.07 B. II. b) 6.	aa) Que contenham açúcares de adição	» 50
			bb) Outros	» 40
104	Nota à subposição	(¹)	Os preparados à base de sacarina e de aspartame para fins edulcorantes, quando se apresentem [...]	
106	Nota complementar	4-b)	O vinho aguardentado, isto é, [...]	
106	Nota complementar	5	[...] por fermentação dos bagaços doces de uvas, macerados em água ou por esgotamento com água, dos bagaços de uva fermentados.	
121	Nota	1	[...] resultantes dos dizeres das posições [...] Não estão, porém, abrangidos [...]	
121	Dizer pautal	25.01 A. II. a)	[...] destinados à alimentação humana ou à de animais	
132	Nota à subposição	(²)	[...] de \$77 por quilograma, na pauta mínima.	
135	Nota	2	[...] (n.º 28.42), dos cianetos simples [...] dos fulminatos, cianatos e tiocianatos [...]	
147	Nota	2-h)	[...] não superior a 300 cm ³ (n.º 36.08);	
166	Dizer pautal	30.02 A.	A. Soros e vacinas (¹)	
166	Dizer pautal	30.02.B.	B. Cultura de microrganismos (¹)	
166	Dizer pautal	30.02 C.	C. Outros (¹)	
166	Notas às subposições	(¹) (²) (³)	Renumeração para (²) (³) (¹), nos respectivos artigos pautais.	
167	Notas às subposições	(²) (³)	Renumeração para (³) (¹), nos respectivos artigos pautais.	
167	Notas às subposições	(¹) (²) (³)	Renumeração para (²) (³) (¹), nos textos do fim do capítulo.	
174	Dizer pautal e pauta mínima.	32.05 A.	A. Matérias corantes orgânicas sintéticas	— Livre
175	Nota à subposição	(²)	[...] à base de metais não preciosos.	
189	Dizer pautal	38.14 A.	[...] tetractilo de chumbo	
196	Pauta mínima	39.01 A.		— Livre
197	Dizer pautal e pauta mínima.	39.01. C. III. b). 2. aa)	aa) Insaturados	— Livre
		39.01. C. III. b). 2. bb)	bb) Outros: 11. Sob qualquer das formas referidas na nota 3, alíneas a) e b), do presente capítulo: aaa) Preparados para moldação ou extrusão... bbb) Outros: 111. Para poliuretanos (poliésteres-polióis) <i>Ad val.</i> 222. Outros..... 22. Sob qualquer outra forma (?) <i>Ad val.</i>	20 — Livre 17,6

Página	Elementos alterados		Alterações
	Natureza	Referência	
198	Pauta mínima	39.02 A.	— Livre
201	Dizer pautal e pauta mínima.	39.06 B.	B. Outros: I. Amidos e féculas esterificados ou eterificados... — Livre II. Não especificados — Livre
201	Dizer pautal e pauta mínima.	39.07 A.	A. Artefactos para usos técnicos destinados a aeronaves civis <i>Ad val.</i> 35
201	Nota à subposição	(4)	[...] para esse fim, serão livres de direitos [...]
202	Nota à subposição	(9)	Os resíduos e desperdícios [...]
206	Dizer pautal e pauta mínima.	40.14 A. B.	A. Artefactos para usos técnicos destinados a aeronaves civis » 16 B. Outras: I. De borracha esponjosa ou celular » 16 II. Não especificadas » 16
215	Nota à subposição	(1)	Serão livres de direitos [...] beneficiado do regime desta nota. A aplicação deste regime depende [...]
233	Pauta mínima	48.01 F. IX. c)	» 2
236	Notas às subposições	(5) (6)	[...] são livres de direitos, quando, por informação prestada [...]
236	Nota à subposição	(7)	[...] 1\$ por quilograma, na pauta mínima, quando, por informação prestada [...]
263	Nota à subposição	(1)	[...] se mostre que a mesma não é fabricada economicamente [...]
266	Dizer pautal e pauta mínima.	59.03 A. B.	A. Tapetes e outras coberturas para o chão » 18 B. Outros » 18
268	Nota à subposição	(2)	[...] de qualquer natureza, estão sujeitas à taxa de 40% [...]
268	Nota à subposição	(4)	[...] indelével apostas de acordo com as instruções [...]
273	Dizer pautal e pauta mínima.	60.05 A. I.	I. Camisolas e pullovers com, pelo menos, 50% em peso, de lã, e pesando 600 g ou mais por unidade; vestuário do tipo cow-boy e outro vestuário semelhante para disfarce ou divertimento, de tamanho inferior a 158: a) Camisolas e pullovers com, pelo menos, 50% em peso, de lã, e pesando 600 g ou mais por unidade » 30 b) Outro » 30
276	Nota à subposição	(1)	[...] 30\$ por quilograma (peso líquido), na pauta mínima. A aplicação [...]
278	Dizer pautal e pauta mínima.	61.01 A.	A. Vestuário do tipo cow-boy e outro vestuário semelhante para disfarce ou divertimento, de tamanho inferior a 158; vestuário de tecidos dos n.ºs 59.08, 59.11 ou 59.12: I. Vestuário do tipo cow-boy e outro vestuário semelhante para disfarce ou divertimento, de tamanho inferior a 158 <i>Ad val.</i> 50 II. Outro: a) Casacos compridos » 50 b) Outro » 50

Página	Elementos alterados		Alterações
	Natureza	Referência	
280	Dizer pautal e pauta mínima.	61.02 A.	A. Vestuário para bebés; vestuário para raparigas até ao tamanho 86, inclusive; vestuário do tipo cow-boy e outro vestuário semelhante para disfarce ou divertimento, de tamanho inferior a 158: I. Vestuário para bebés; vestuário para raparigas até ao tamanho 86, inclusive: a) De algodão » 50 b) De outras matérias têxteis » 50 II. Outro » 50
283	Dizer pautal e pauta mínima.	61.05 A. B. C.	A. De algodão » 30 B. De seda, de borra ou de estopa, de seda » 50 C. De outras matérias têxteis » 50
305	Dizer pautal	68.14 A.	A. À base de amianto ou de outras substâncias minerais, destinadas a aeronaves civis
311	Dizer pautal	70.03 B.	B. Outro <i>Ad val.</i> 35
312	Dizer pautal	70.10	[...] semelhante, de vidro (¹) » 15
312	Dizer pautal	70.11	[...] e semelhantes » 35
312	Dizer pautal	70.13	[...] compreendidos no n.º 70.19 (²) » 35
313	Dizer pautal	70.19 A. IV. a)	[...] reflectoras <i>ballotines</i> (³) » 35
313	Dizer pautal	70.20 A.	[...] respectivas obras (⁴) (⁵) » 30
313	Dizer pautal	70.20 B.	[...] respectivas obras (⁴) (⁵) (⁶) (⁷) » 30
313	Notas às subposições	(¹) (³)	Eliminação.
314	Nota à subposição	(⁵)	Renumeração para (²), com o texto seguinte: (²) Com exclusão dos artefactos de vidro de baixo coeficiente de dilatação, estão sujeitos à taxa de 40\$ por quilograma, na pauta mínima, os objectos gravados com uma simples marca ou inscrição ou que apresentem uma parte fosca destinada a inscrições, bem como os objectos que não sejam de vidro corado, fosco, gravado, irizado, lapidado, marmorizado, opaco, opalino, pintado ou moldado que apresentem sulcos ou relevos.
314	Nota à subposição	(⁴)	Eliminação.
314	Notas às subposições	(⁶) (⁷) (⁸) (⁹) (¹⁰)	Renumeração para (³) (⁴) (⁵) (⁶) (⁷).
314	Notas às subposições	(⁴) (⁶)	[...] descaminhados aos direitos desta subposição. As empresas [...]
332	Notas complementares	Título	NOTAS COMPLEMENTARES:
		Nota actual	Numerar com 2, precedido de asterisco.
		Nota a aditar	1. <i>Para aplicação do presente capítulo, os produtos obtidos pelo processo de vazamento contínuo e obedecendo às definições das notas 1 (p) ou 1 (r) são considerados como laminados a quente.</i>
337	Dizer pautal	73.15 A. VIII.	Fio, revestido ou não, com exclusão do fio para usos eléctricos
338	Pauta mínima	73.15 B. VII. a) 1.	» 10
338	Dizer pautal	73.15 B. VIII.	[...] para usos eléctricos (³).
339	Dizer pautal	73.18	A. Tubos providos de acessórios para transporte de gases ou de líquidos destinados a aeronaves civis » 15

Página	Elementos alterados		Alterações
	Natureza	Referência	
339	Dizer pautal	73.18	B. Outros: I. Rectos, com parede de espessura uniforme, em bruto, sem soldadura, de secção circular, destinados exclusivamente ao fabrico de tubos com outros perfis e outras espessuras de parede ⁽⁴⁾ ... » 15 II. Rectos, com paredes de espessura uniforme, com exclusão dos compreendidos em B. I., com um comprimento máximo de 4,50 m, de ligas de aços, que contenham, em peso, de 0,90 %, inclusive, a 1,15 %, inclusive, de carbono, e de 0,50 %, inclusive, a 2 %, inclusive, de crómio e eventualmente 0,50 %, ou menos, de molibdénio » 15 III. Não especificados ⁽⁴⁾ » 15
340	Dizer pautal	73.35	[...] macio ou de aço ⁽⁵⁾
341	Dizer pautal	73.40 B.	B. Outras ⁽⁶⁾
341	Notas às subposições	(¹) (⁴)	Aglomeração, ficando: (³) O fio de ferro ou de aço até 5 mm na maior dimensão da respectiva secção e com um teor em carbono até 0,3 %, para o fabrico de eléctrodos com revestimento, está sujeito na sua importação à taxa de \$10 por quilograma, na pauta mínima, quando importado pelos fabricantes nacionais de eléctrodos, mediante parecer favorável prestado pelo departamento técnico competente, do qual se mostre que o mesmo não é fabricado economicamente no País. Para beneficiarem dessa taxa, os fabricantes nacionais comprometem-se, mediante termo de responsabilidade, a utilizar os arames importados ao abrigo desta nota exclusivamente no fabrico de eléctrodos com revestimento. Os fios de ferro ou aço que forem desviados da aplicação acima referida consideram-se descaminhados aos direitos do artigo a que esta nota se refere. Os fabricantes de eléctrodos deverão registar em livro próprio as quantidades importadas e as respectivas saídas e, ainda, facultar ao exame da fiscalização todos os elementos que se tornem necessários à averiguación da sua utilização e à conferência das existências. Além disso, os fabricantes obrigam-se a fornecer à alfândega, na ocasião da importação, os possíveis elementos de caracterização, designadamente a composição química, e, bem assim, uma amostra de cada remessa, que será extraída na presença dos respectivos funcionários aduaneiros e enviada ao laboratório da Direcção-Geral das Alfândegas, para verificar se as características são as normais dos arames utilizados no fabrico de eléctrodos.
341	Notas às subposições	(⁵) (⁶)	Renumeração para ⁽⁴⁾ (⁵).
342	Nota à subposição	(⁷)	Renumeração para ⁽⁶⁾ .
343	Dizer pautal	74.04 A.	A. De ligas de cobre que contenham, em peso, mais de 10 % de níquel ⁽¹⁾
		B.	B. Outras ⁽¹⁾
350	Dizer pautal e pauta mínima.	76.06 A.	A. Tubos, providos de acessórios, para transporte de gases ou de líquidos, destinados a aeronaves civis <i>Ad val.</i> » 25
		B.	B. Outros » 25
355	Dizer pautal	79.02	Barras, perfis e fios, de secção cheia, de zinco ⁽²⁾
357	Nota	1 c)	[...] décima parte da largura, com exceção dos produtos que pesem 1 kg ou menos por metro quadrado.
360	Dizer pautal	81.04 K. II. a)	a) Tubos, providos de acessórios, para transporte de gases ou de líquidos, destinados a aeronaves civis » 10
		b)	b) Outros » 10

Página	Elementos alterados		Alterações
	Natureza	Referência	
367	Dizer pautal	83.02 A.	[...] artefactos semelhantes (incluindo as dobradiças e os fechos automáticos para portas), destinados [...]
370	Nota à secção	4	[...] adaptadas às máquinas de trabalho ou que se apresentem a despacho [...] [...] transmissão de movimento montadas nas máquinas ou que se apresentem a despacho ao mesmo tempo que as máquinas a que manifestamente [...]
375	Dizer pautal	84.07 A.	A. Máquinas motoras hidráulicas e respectivas partes e peças separadas, destinadas a aeronaves civis.
		84.07 C.	C. Outras partes e peças separadas.
376	Dizer pautal e pauta mínima.	84.08 D. I.	I. Destinadas a aeronaves civis » 20
		II.	II. Outras: a) De propulsores de reacção ou de turbopropulsores » 20 b) Não especificados » 20
376	Dizer pautal	84.10 A. II.	II. Outras bombas (2) (3)
376	Dizer pautal e pauta mínima.	84.10 B. I.	I. Destinadas a aeronaves civis (2) » 30
		II.	II. Não especificadas: a) Bombas (2) (3) » 30 b) Partes e peças separadas » 30
377	Dizer pautal e pauta mínima.	84.10 B. III.	III. Eliminação.
377	Dizer pautal e pauta mínima.	84.11 A.	I. Destinadas a aeronaves civis » 9 II. Outros: a) Bombas (manuais ou de pedal) para encher pneumáticos e artefactos semelhantes » 25 b) Bombas e compressores não especificados » 9 c) Partes e peças separadas » 20
377	Dizer pautal e pauta mínima.	84.11 C.	I. Destinados a aeronaves civis » 9 II. Outras: a) Ventiladores e semelhantes » 9 b) Partes e peças separadas » 20
377	Dizer pautal e pauta mínima.	84.12	A. Destinadas a aeronaves civis » 15 B. Outras » 15
378	Dizer pautal e pauta mínima.	84.17 C. I.	I. Destinados a aeronaves civis » 20
		II.	II. Outros » 20
380	Dizer pautal	84.22	[...] pontes rolantes, transportadores, teleféricos, etc.), [...]
383	Dizer pautal e pauta mínima.	84.34 C. III.	III. Matrizes para fotogravuras » 20
		IV.	IV. Outros » 20
390	Dizer pautal e pauta mínima.	84.59 E.	I. [...] toucador; humidificadores e desumidificadores de ar; servomecanismos não eléctricos; servomotores hidráulicos não eléctricos; motores de arranque [...] » 6 II. Outros » 20
390	Dizer pautal e pauta mínima.	84.63	A. Destinados a aeronaves civis » 20

Página	Elementos alterados		Alterações
	Natureza	Referência	
390	Dizer pautal e pauta mínima.	84.63	<p>B. Outros:</p> <p>I. Chumaceiras para rolamentos de qualquer espécie, mesmo com rolamentos incorporados » 20</p> <p>II. Não especificados » 20</p>
390	Dizer pautal e pauta mínima.	84.64 A. B.	<p>A. Destinadas a aeronaves civis » 10</p> <p>B. Outras » 10</p>
391	Nota à subposição	(2)	[...] (com exclusão das que não tenham revestimento [...])
394	Dizer pautal	85.01 A.	[...] ou estáticos, transformadores, bobinas de reactância e de auto-indução; motores eléctricos de potência igual ou superior a 0,75 kW mas inferior a 150 kW:
394	Dizer pautal	Várias	Eliminação da referência (1) de: 85.01 B. I. b) 1.; 85.01 B. I. b) 2.; 85.01 B. I. b) 3. aa); 85.01 B. I. b) 3. bb); 85.01 B. I. b) 3. cc); 85.01 B. I. b) 3. dd); 85.01 B. I. b) 3. ee); 85.01 B. I. b) 3. ff); 85.01 B. I. b) 3. gg); 85.01 B. I. b) 3. hh).
395	Dizer pautal	Várias	Eliminação da referência (2) de: 85.01 B. II. d); 85.01 B. II. e);
395	Dizer pautal	85.01 B. II. f)	Eliminação da referência (1).
395	Dizer pautal	85.01 C.	Eliminação da referência (3).
395	Dizer pautal	85.02	Eliminação da referência (4).
395	Dizer pautal e pauta mínima.	85.04	<p>A. Destinados a aeronaves civis » 7,5</p> <p>B. Outros:</p> <p>I. Acumuladores de chumbo » 25</p> <p>II. Acumuladores não especificados » 7,5</p> <p>III. Partes e peças separadas:</p> <p>a) Separadores de madeira » 20</p> <p>b) Não especificados » 20</p>
395	Dizer pautal	85.08	[...] bobinas de ignição, velas de ignição e de aquecimento [...]
396	Dizer pautal	85.12	[...] resistências para aquecimento, com excepção das incluídas no n.º 85.24:
397	Dizer pautal	85.13 A. B.	[...] de suporte (1) Outros (1)
397	Dizer pautal	85.14 B.	Eliminação da referência (6).
397	Dizer pautal	85.15 A. III. b) 2. aa)	aa) Aparelhos receptores de radiotelefone ou de radio-telegrafia
		85.15 A. III. b) 2. bb)	bb) Aparelhos receptores de radiodifusão.
398	Dizer pautal	85.15 A. III. b) 2. cc)	cc) Aparelhos receptores de televisão com tubo-imagem incorporado.
398	Dizer pautal	Várias	Eliminação da referência (7) de: 85.15 C. II. a) 1; 85.15 C. II. a) 2; 85.15 C. II. b); 85.15 C. II. c).
398	Dizer pautal	85.15 C. II. c)	Eliminação da referência (8).
398	Dizer pautal	Várias	Eliminação da referência (9) de: 85.18 A.; 85.18 B.
398	Dizer pautal	85.19 A.	Eliminação da referência (10).
398	Dizer pautal	85.19 B.	Eliminação da referência (11).

Página	Elementos alterados		Alterações
	Natureza	Referência	
399	Dizer pautal	85.20 C.	Eliminação da referência (12).
399	Dizer pautal	Várias	Eliminação da referência (13) de: 85.21 A. III.; 85.21 E.
399	Dizer pautal	Várias	Eliminação da referência (14) de: 85.21 A. V.; 85.21 E.
399	Dizer pautal	Várias	Eliminação da referência (15) de: 85.21 D. II.; 85.21 E.
400	Dizer pautal	85.23 B.	B. Outros (2)
400/401	Notas às subposições	Texto de (1) a (4) e de (6) a (16).	Eliminação.
400/401	Notas às subposições	(5) e (17)	Renumeração para (1) (2).
410	Nota à subposição	(4)	[...] sujeitas à taxa de 6% <i>ad valorem</i> [...]
413	Nota complementar	* 4	Eliminação.
413	Notas complementares	* 5 e * 6	Renumeração para * 4 e * 5.
414	Dizer pautal	89.02 A	A. Rebocadores..... <i>Ad val.</i> 24
414	Dizer pautal	89.02 B. I.	I. Para a navegação marítima » 24
414	Nota à subposição	(1)	[...] constituídas para exclusivo [...]
418	Dizer pautal e pauta mínima.	90.01 A. I. II.	I. Destinados a aeronaves civis <i>Ad val.</i> 18 II. Outros » 18
418	Dizer pautal e pauta mínima.	90.02 A. B.	A. Destinados a aeronaves civis » 13 B. Outros » 13
422	Dizer pautal	90.29 A. I.	I. Para os instrumentos ou aparelhos destinados a aeronaves civis
422	Dizer pautal	90.29 B. I.	I. Para os instrumentos ou aparelhos das subposições 90.23 A., 90.27 B., 90.28 B. ou da posição 90.24, destinados a aeronaves civis
431	Nota	1-C	Os carros de combate e veículos blindados (n.º 87.08);

MINISTÉRIOS DAS FINANÇAS E DO PLANO E DO TRABALHO E SEGURANÇA SOCIAL

Decreto-Lei n.º 404/84

de 31 de Dezembro

Tendo a Assembleia da República aprovado pela Lei n.º 34/84, de 5 de Dezembro, a alteração ao Orçamento do Estado para 1984, incluindo o orçamento da Segurança Social, constante do mapa V anexo a essa lei, cabe agora ao Governo, nos termos do artigo 16.º da Lei n.º 40/83, de 13 de Dezembro, aprovar o decreto-lei contendo as disposições necessárias à execução do novo orçamento.

Assim:

Ao abrigo do artigo 16.º da Lei n.º 40/83, de 13 de Dezembro, e da Lei n.º 34/84, de 5 de Dezembro, o Governo decreta, nos termos da alínea c) do n.º 1 do artigo 201.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º Pelo presente diploma são postas em execução as alterações ao orçamento da Segurança Social

para 1984, aprovadas pela Lei n.º 34/84, de 5 de Dezembro.

Art. 2.º No capítulo das despesas correntes do orçamento da Segurança Social para 1984 serão autorizadas, por despacho do Ministro do Trabalho e Segurança Social, transferências de verbas, com exceção de ou para gastos de administração.

Art. 3.º O presente diploma entra em vigor na data da sua publicação e produz efeitos a partir do dia 31 de Dezembro de 1984.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 30 de Dezembro de 1984. — Mário Soares — Carlos Alberto da Mota Pinto — Ernâni Rodrigues Lopes — Amândio Anes de Azevedo.

Promulgado em 31 de Dezembro de 1984.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

Referendado em 31 de Dezembro de 1984.

O Primeiro-Ministro, Mário Soares.

Orçamento da Segurança Social — 1984 (revisão)

Receitas

(Em milhares de contos)

Rubricas	Continente	Região Autónoma dos Açores	Região Autónoma da Madeira	Total
Correntes	231 503	3 320	3 705	238 528
Contribuições	184 250	3 200	3 550	(a) 191 000
Transferências:				
Do Ministério das Finanças e do Plano:				
Para cobertura parcial do défice dos regimes não contributivos e reduzidamente contributivos	30 500	—	—	30 500
Para subsídios eventuais a famílias vítimas das inundações	40	—	—	40
Para financiamento do plano de emergência em favor de famílias carenciadas no distrito de Setúbal	100	—	—	100
Do Ministério do Equipamento Social	3 800	—	—	3 800
Do Gabinete de Gestão do Fundo de Desemprego	9 697	103	—	9 800
Do Gabinete Regional de Gestão do Fundo de Desemprego	—	—	71	71
Da Misericórdia de Lisboa (Totobola)	357	—	—	357
Rendimentos	2 050	4	16	2 070
Outras receitas	709	13	68	790
De capital	7 548	—	—	7 548
Transferências do OE — PIDDAC	1 560	—	—	1 560
Transferências do FSS — PIDDAC	12	—	—	12
Venda de imóveis	100	—	—	100
Amortizações	340	—	—	340
Empréstimo a contrair na Caixa Geral de Depósitos	5 536	—	—	5 536
Total	239 051	3 320	3 705	246 076

(a) Inclui 2 200 000 contos a transferir ao Gabinete de Gestão do Fundo de Desemprego.

Orçamento da Segurança Social — 1984 (revisão)

Despesas

(Em milhares de contos)

Rubricas	Continente	Região Autónoma dos Açores	Região Autónoma da Madeira	Total
Correntes	227 208	4 705	4 613	236 526
Infância e juventude	25 059	830	872	26 761
Prestações	18 878	524	633	20 035
Subsídio de nascimento	714	28	31	773
Abono de família	15 040	428	515	15 983
Subsídio de aleitação	1 424	53	67	1 544
Abono complementar a crianças e jovens deficientes	667	14	19	700
Subsídio pela frequência de estabelecimentos de educação especial	1 033	1	1	1 035
Acção social	6 181	306	239	6 726
População activa	28 513	332	391	29 236
Prestações	28 513	332	391	29 236
Subsídio por doença	16 834	190	263	17 287
Subsídio por tuberculose	426	11	14	451
Subsídio por maternidade	2 157	29	44	2 230
Encargos com doenças profissionais	98	—	—	98
Subsídios de desemprego	8 998	102	70	9 170
Família e comunidade	21 318	452	579	22 349
Prestações	19 781	344	511	20 636

Rubricas	Continente	Região Autónoma dos Açores	Região Autónoma da Madeira	Total
Subsídio de casamento	413	12	14	439
Subsídio por morte	1 959	{ RAA 4 CNP 33	{ RAM 4 CNP 38	2 038
Subsídio de funeral	674	24	23	721
Pensões de sobrevivência	15 713	{ RAA 47 CNP 221	{ RAM 62 CNP 368	16 411
Protecção a desalojados	699	1	1	701
Outras	323	2	1	326
Acção social	1 532	108	68	1 708
Extinção de empréstimos ao abrigo da Lei n.º 2092	5	-	-	5
Invalides e reabilitação	47 238	727	361	48 326
Prestações	46 921	720	339	47 980
Pensões	46 802	{ RAA 349 CNP 370	{ RAM 27 CNP 310	47 858
Subsídio vitalício	119	1	2	122
Acção social	317	7	22	346
Terceira idade	92 070	1 894	2 190	96 154
Prestações — Pensões	89 769	{ RAA 1 000 CNP 786	{ RAM 50 CNP 2 040	93 645
Acção social	2 301	108	100	2 509
Administração	13 010	470	220	13 700
De capital	9 550	-	-	9 550
Plano de Investimentos e de Despesas de Desenvolvimento da Administração Central (PIDDAC):				
Com suporte no OE	1 560	-	-	1 560
Com suporte no OSS	800	-	-	800
Com suporte no FSS	12	-	-	12
Amortização de empréstimos contraídos	7 178	-	-	7 178
Total	236 758	4 705	4 613	246 076

**MINISTÉRIOS DAS FINANÇAS E DO PLANO,
DA INDÚSTRIA E ENERGIA
E DO COMÉRCIO E TURISMO**

**Decreto-Lei n.º 405/84
de 31 de Dezembro**

Nos finais de 1979 criaram-se as bases indispensáveis para que em 1985 pudesse existir em Portugal uma indústria desenvolvida no sector automóvel e competitiva em mercado aberto.

O Decreto-Lei n.º 351/79, de 30 de Agosto, o protocolo assinado com a CEE em Dezembro de 1979 e o investimento realizado pela Régie Renault em regime contratual foram assim os suportes fundamentais e geradores do ambiente propício à profunda reestruturação do sector que se pretendia.

Decorridos praticamente 5 anos, há que reconhecer que a política então definida e prosseguida coerentemente por todos os governos foi capaz de modificar estruturalmente o sector no sentido que então fora apontado.

Criou-se uma indústria de componentes tecnologicamente mais evoluída e competitiva.

Aumentou a capacidade exportadora das indústrias de componentes e de montagem, levando à diminuição do saldo cambial do sector, estruturalmente muito negativo e por si inibidor de uma abertura total da oferta.

Criaram-se as bases de uma indústria automóvel própria, realizando-se vultosos investimentos, nomeadamente os que integraram o «Projecto Renault», o qual alcançou um dos objectivos propostos — a criação de um pólo de desenvolvimento industrial no sector automóvel com tecnologia avançada.

Apesar dos inegáveis sucessos comprovadores das virtualidades da política seguida desde 1979, a recessão na indústria automóvel europeia que se verificou desde então e a actual situação económica e financeira do País impediram que os mercados interno e externo atingissem as metas então previstas, tornando assim indispensável alargar o período de reestruturação de modo que não só os efeitos benéficos, entretanto conseguidos, se não venham a perder, mas também que sejam aumentados ou, pelo menos, tornados irreversíveis.

Criam-se assim neste diploma as condições que possibilitam o abandono das actividades de montagem sem escala adequada, deixando mesmo de ser obriga-

tória qualquer relação entre as actividades de importação e de montagem.

Dá-se também aos importadores de automóveis a possibilidade de uma melhor gestão dos contingentes, na medida que passa a ser permitida a sua utilização nas versões CKD e CBU.

Nestes termos:

O Governo decreta, nos termos da alínea a) do n.º 1 do artigo 201.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º A importação de veículos automóveis desmontados (CKD) e montados (CBU) destinados às actividades industrial e comercial fica sujeita às regras constantes do presente decreto-lei.

Art. 2.º Sem prejuízo do disposto nos artigos 4.º, 5.º, 8.º e 9.º, poderá anualmente ser autorizada, a cada marca, a importação de veículos automóveis no estado CBU de peso bruto inferior ou igual a 3500 kg, num mínimo de 15 unidades ou em número correspondente a 2 % dos veículos da mesma marca montados e despachados no ano imediatamente anterior, com as seguintes excepções decorrentes dos compromissos internacionais assumidos por Portugal:

- a) 1 contingente a fixar anualmente para marcas originárias da CEE e dos países da EFTA;
- b) 2 contingentes globais a fixar anualmente um para as marcas originárias da CEE e outro para as marcas originárias dos países da EFTA não abrangidas pelo disposto na alínea a) deste número, num mínimo de 20 unidades por marca, não podendo cada marca beneficiar de mais de um quarto deste contingente.

Art. 3.º Sem prejuízo do disposto nos artigos 8.º e 9.º, e de acordo com os compromissos internacionais assumidos por Portugal, são anualmente abertos 2 contingentes globais para a importação no estado CBU de veículos automóveis de peso bruto superior a 3500 kg, um para veículos originários da CEE e outro para veículos originários dos países da EFTA.

Art. 4.º — 1 — Para além do disposto no artigo 2.º, a importação de veículos automóveis ligeiros de passageiros, de carga e mistos de peso bruto inferior ou igual a 2000 kg fica sujeita a contingência anual.

2 — Cada marca só poderá utilizar livremente determinada percentagem do montante que lhe for atribuído no contingente referido no n.º 3, sendo esta percentagem fixada anualmente e ficando a utilização do remanescente condicionada à realização de exportações caracterizadas no artigo 11.º, sendo considerado somente o seu valor nacional acrescentado.

3 — O Governo fixará o contingente referido no n.º 1, bem como as condições da sua utilização, podendo excluir do regime de contingência tipos de veículos especiais.

Art. 5.º Para além dos contingentes atribuídos nos termos do artigo 4.º, serão autorizadas, a requerimento da entidade interessada, importações adicionais em valor que não exceda o valor nacional acrescentado nas mercadorias exportadas nos termos do artigo 13.º deste diploma.

Art. 6.º A utilização das quotas atribuídas ao abrigo dos artigos 4.º e 5.º deste decreto-lei poderá ser feita, parcial ou totalmente, em CKD ou em CBU, segundo o interesse do importador.

Art. 7.º Não fica sujeita a restrições quantitativas a importação no estado CKD dos veículos automóveis não abrangidos pelo artigo 4.º

Art. 8.º — 1 — Para além da importação permitida ao abrigo dos artigos 2.º ou 3.º deste diploma para veículos de peso bruto superior a 2000 kg, poderá, a requerimento da entidade interessada, ser também autorizada a importação em CBU ou em CBU e CKD, nas condições indicadas nas alíneas seguintes:

- a) O número total de veículos automóveis de peso bruto inferior ou igual a 6500 kg importados, por marca e por ano em CBU e CKD ao abrigo deste artigo, não poderá exceder o quantitativo que se obtém por aplicação de uma das expressões constantes do quadro seguinte:

	D	Q
Inferior ou igual a 500		0,5 D.
Superior a 500 e inferior ou igual a 2000		$250 + 0,3 (D - 500)$.
Superior a 2000		$700 + 0,15 (D - 2000)$.

em que D designa o total de veículos com peso bruto inferior ou igual a 6500 kg da mesma marca, quer montados, quer importados no estado CBU ao abrigo deste artigo, desalfandegados nos dois anos imediatamente anteriores;

- b) O número total de veículos automóveis de peso bruto superior a 6500 kg, importados por marca e por ano em CBU e CKD ao abrigo deste artigo não poderá exceder 35 % do total deste tipo de veículos da mesma marca, quer montados, quer importados no estado CBU ao abrigo deste artigo, desalfandegados nos três anos civis anteriores à data do requerimento;
- c) Nos casos em que uma marca tenha mudado de designação, resulte da junção de marcas anteriormente existentes ou em que se tenha verificado a absorção de uma marca por outra, o quantitativo referido nas alíneas a) e b) será o correspondente à anterior designação ou ao somatório dos quantitativos correspondentes a cada uma das marcas constituintes da nova marca.

2 — O importador que opte pela faculdade concedida ao abrigo do número anterior deste artigo renuncia automaticamente à prerrogativa que lhe é conferida pelo artigo 7.º

3 — A importação de veículos automóveis de peso bruto superior a 2000 kg com ou sem caixa basculante, ou para tracção de semi-reboque, considerados de tipos não correntes, no estado CBU, não fica sujeita às condições definidas no n.º 1 deste artigo.

Art. 9.º — 1 — Para além dos quantitativos permitidos nos termos do artigo 8.º, serão autorizadas, a requerimento da entidade interessada, importações adicionais em valor igual ao valor nacional acrescentado nas mercadorias exportadas, nos termos do artigo 11.º deste diploma.

2 — As importações adicionais autorizadas ao abrigo do n.º 1 poderão ser livremente utilizadas no estado CKD ou CBU sem que, neste caso, o número de unidades de veículos automóveis seja imputado ao número de unidades a que a marca tiver direito ao abrigo do disposto nos artigos 2.º e 3.º deste diploma.

Art. 10.º — 1 — Os veículos automóveis montados em Portugal e destinados ao mercado interno ficam su-

jeitos a uma percentagem mínima de incorporação de componentes fabricados pela indústria nacional.

2 — Para veículos automóveis de peso bruto inferior ou igual a 2000 kg a percentagem referida no n.º 1 será de 10 %.

3 — Para veículos automóveis de peso bruto superior a 2000 kg a percentagem referida no n.º 1 será de 20 %.

4 — No cálculo da incorporação de componentes nacionais a que se referem os números anteriores poderá também ser incluído o valor nacional acrescentado de mercadorias exportadas, desde que em relação a essas exportações não tenham sido solicitados os benefícios previstos nos artigos 4.º, 5.º e 9.º

5 — Para os efeitos do n.º 4 deste artigo, consideram-se as mercadorias referidas no artigo 11.º deste diploma.

Art. 11.º As exportações a efectuar para os efeitos do n.º 2 do artigo 4.º e dos artigos 5.º, 9.º e 10.º só podem englobar veículos automóveis e componentes para veículos automóveis produzidos em Portugal.

Art. 12.º — 1 — Os componentes importados e que se destinem a ser incorporados nos veículos produzidos nas oficinas de montagem entrarão nestas em regime de depósito franco.

2 — O regime pautal aplicável aos veículos montados à saída do depósito franco é o seguinte:

- a) Liberdade de direitos, se para os mesmos pudesse ser emitido um certificado de circulação de mercadorias EUR.1 ao abrigo do acordo Portugal-CEE ou de Convenção de Estocolmo;
- b) Tratamento previsto no anexo P ao Acordo EFTA/Espanha, se para os mesmos pudesse ser emitido um CCM EUR.1 ao abrigo deste acordo;
- c) Pauta mínima nos demais casos.

Art. 13.º — 1 — O não cumprimento, em cada ano, da incorporação nacional mínima nos termos do artigo 10.º constitui contra-ordenação do importador, a que corresponde coima igual ao dobro da diferença

entre o valor a incorporar, correspondente à percentagem mínima obrigatória, e o valor efectivamente incorporado.

2 — A reincidência implicará um agravamento de 100 % da coima que ao caso coubesse nos termos do n.º 1.

Art. 14.º — 1 — Os châssis montados em Portugal e destinados ao carroçamento fora das linhas de montagem, como veículos pesados de passageiros, não estão sujeitos ao disposto no artigo 10.º

2 — Os châssis despachados ao abrigo do n.º 1, aos quais seja dado destino diferente do nele consignado, serão considerados em descaminho dos direitos que lhes corresponderiam se fossem importados no estado CBU.

Art. 15.º Os contingentes referidos nas alíneas a) e b) do artigo 2.º, no artigo 3.º e artigo 4.º, bem como as respectivas condições de utilização, serão fixados por portaria dos Ministros das Finanças e do Plano, da Indústria e Energia e do Comércio e Turismo, a qual será publicada no ano imediatamente anterior para o qual os contingentes são fixados.

Art. 16.º São revogados o Decreto-Lei n.º 351/79, de 30 de Agosto, o Decreto-Lei n.º 513-G1/79, de 27 de Dezembro, o Decreto-Lei n.º 270/81, de 18 de Setembro, o Decreto-Lei n.º 7/82, de 14 de Janeiro, e o Decreto-Lei n.º 487/82, de 28 de Dezembro.

Art. 17.º Este diploma entra em vigor em 1 de Janeiro de 1985.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 6 de Dezembro de 1984. — Mário Soares — Carlos Alberto da Mota Pinto — Ernâni Rodrigues Lopes — José Veiga Simão — Joaquim Martins Ferreira do Amaral.

Promulgado em 31 de Dezembro de 1984.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

Referendado em 31 de Dezembro de 1984.

O Primeiro-Ministro, Mário Soares.